

**Santé reproductive en milieu rural**

Au Nicaragua aussi, la planification change la vie des femmes p. 3

**Interview**

Doña Jerónima Ubeda  
Coordinatrice de la Casa Materna de Matagalpa p. 3



**La médecine à Cuba (1/2)**

La santé, domaine d'excellence du socialisme à la cubaine p. 2

**L'actualité en bref p. 4**  
**L'agenda des associations p. 4**

**Qui sommes-nous**

**Histoire** • La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

**Objectifs** • Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

**Valeurs** • La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

**Moyens** • La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

**Adresse**

Centrale Sanitaire Suisse Romande  
15, rue des Savoises  
CH - 1205 Genève  
tél./fax +41 22 329 59 37  
info@css-romande.ch  
[www.css-romande.ch](http://www.css-romande.ch)

**Versements**

CCP: 17-66791-8

**Bulletin**

**Edition:** Centrale Sanitaire Suisse Romande

**Comité de rédaction:**

Martine Barclay; Bastien Briand;  
Claude Desimoni; Haile Melles;  
Jean-Marc Richard; Ludovic Rossel;  
Bruno Vitale

**Conception et maquette:** Olivier Pillonel

**Tirage:** 2300 exemplaires

**Parution:** quatre numéros par an

**Edito**

**Pour une autre information**

**N**ous sommes tous submergés par des informations disparates. Nous pouvons être très peu informés sur ce qui a lieu autour de nous, mais un bateau qui coule en Indonésie ne nous échappe pas. Très souvent, il s'agit d'informations incomplètes, peu fiables, fausses, ou suivies seulement brièvement.

Notre Commission Information voudrait intéresser nos membres, amis et sympathisants à une manière différente de choisir, d'analyser et de présenter l'information pertinente. Cette information doit satisfaire à certains critères très simples:

- être liée à des problèmes et des événements significatifs dans notre vie;
- être suivie pendant un certain temps et non abandonnée dès que l'urgence médiatique s'estompée;
- être liée à l'action, stimuler un engagement et un intérêt actif chez le lecteur.

Le 1<sup>er</sup> mai 2002, la CSSR demandait, dans une pétition au Gouvernement suisse, que le traité de libre échange entre la Suisse et Israël soit suspendu. Ce traité permettait (et permet encore) l'arrivée en Suisse – sans droits de douane – des produits agricoles des colonies illégales israéliennes en Cisjordanie. Les 12 000 signataires ont pu être informés et incités à boycotter les produits israéliens dans les supermarchés. Un exemple du passage de l'information à la discussion et à l'action<sup>1</sup>.

En 2004, les désastres humains et environnementaux causés par l'utilisation d'armes à uranium appauvri par les Etats-Unis en Irak (et, plus tard, par l'OTAN en Yougoslavie), désastres occultés en général par les médias, nous ont amenés à publier un petit livre sur cette question<sup>2</sup>. En Suisse, cet exemple marquant de *crime contre l'humanité* par les pays industrialisés ne semblait pas avoir frappé l'opinion publique. Mais notre petit livre, en particulier dans sa version anglaise élargie<sup>3</sup>, a un peu contribué à créer le mouvement de protestation qui a conduit récemment

à la demande d'un moratoire dans l'utilisation de ces armes, mouvement qui a réussi à faire passer deux résolutions dans ce sens à l'Assemblée générale de l'ONU<sup>4</sup> et au Parlement européen<sup>5</sup>.

Enfin, notre dernière activité: une analyse des effets pervers du poids toujours croissant des *droits de propriété intellectuelle* sur l'accès aux médicaments essentiels dans les pays pauvres<sup>6</sup>. Nous avons distribué plus de 1000 exemplaires de ce livre, publié en anglais, espagnol et français. Nous avons cherché à atteindre les structures décisionnelles des pays pauvres et les organisations locales des sociétés civiles. Objectif: informer sur les possibilités d'utiliser la flexibilité des traités internationaux relatifs à la propriété intellectuelle, pour tenter d'échapper au terrorisme des sociétés pharmaceutiques occidentales.

Notre travail continue, afin de clarifier les structures décisionnelles suisses dans ce domaine. Par qui, quand et où sont prises – au sein des organisations internationales où la Suisse est présente – les décisions importantes pour la santé et le bien-être des populations pauvres? Le monde politique suisse nous semble aujourd'hui très opaque... Connaître, dans ce cas, signifie être mieux capables, à l'avenir, d'informer, d'agir et de réagir.

**Bruno Vitale**

<sup>1</sup> Pétition présentée à Berne le 19 mars 2003.

Le 1<sup>er</sup> mai 2008, une pétition européenne a été lancée avec la même revendication et sera présentée le 9 septembre à la Commission européenne. Pour la signer: [www.thepetitionsite.com](http://www.thepetitionsite.com).

<sup>2</sup> Contribution au débat sur l'uranium appauvri. Genève: CSSR, 2002.

<sup>3</sup> Depleted Uranium; Deadly, dangerous and indiscriminate. Nottingham: Spokesman, 2003.

<sup>4</sup> *Effets de l'emploi d'armes et de munitions contenant de l'uranium appauvri*, AG de l'ONU, New York, 5 décembre 2007.

<sup>5</sup> *Global treaty to ban Uranium weapons*, European Parliament, Brussels, 22 May 2008.

<sup>6</sup> *Propriété intellectuelle et accès aux médicaments*. Genève: CSSR, 2006.

La médecine à Cuba (1/2)

# La santé, domaine d'excellence du socialisme à la cubaine

Depuis quelques années MediCuba organise des voyages à Cuba. A côté des projets de santé que cette ONG finance et soutient, ces voyages permettent de mieux connaître le pays, sa culture et ses habitants. Ils sont aussi l'occasion de découvrir le système médical cubain, domaine dont le gouvernement a fait, avec l'éducation, l'une de ses priorités. Par Claude Desimoni

Cuba est certainement l'un des pays dont le régime et la politique sont les plus systématiquement décriés par les médias occidentaux. Avec pour conséquence que l'opinion publique – y compris dans les milieux progressistes – ignore généralement ce que ce pays a accompli dans un des domaines clés du développement : la santé. Cela en dépit de ses ressources limitées et de l'embargo maintenu depuis près de 50 ans par les Etats-Unis.

«Nous vivons comme des pauvres et nous mourons comme des riches!» Cette remarque entendue sur place illustre assez bien la réalité quotidienne que vivent les Cubains en matière de santé. Avec un PIB de 3500 dollars par habitant en 2006 (55000 dollars en Suisse) Cuba fait partie des nations relativement pauvres de la planète. En dépit de cet état de fait, caractérisé par des pénuries chroniques, notamment en matière d'alimentation, de logement et de transport, les résultats atteints par le pays dans le domaine médical le placent sur un pied d'égalité avec les nations les plus riches (voir tableau ci-dessous).



«L'art de soigner consiste surtout à éviter la maladie et à s'en prémunir.» José Martí.

La santé publique est l'une des grandes réussites du système social cubain. Les soins sont accessibles à tous et gratuits. La formation des équipes médicales est de très bon niveau. Le pays est cependant confronté à d'importantes difficultés dans ce domaine (carences en médicaments et matériel sanitaire, maintenance difficile du matériel et des infrastructures médicales), dont beaucoup sont liées à l'embargo. En

dépit de ces limitations et de la médiocre situation économique du pays, les résultats atteints au plan social (niveau d'éducation, de culture, indicateurs de santé) rivalisent avec ceux des pays les plus développés. Cuba fournit aujourd'hui une assistance médicale souvent bénévole à de nombreux pays pauvres de la planète et est progressivement devenue une véritable «puissance sanitaire» mondiale.

## Les chiffres qui parlent

### Dépenses de santé et résultats 2005

Pays	Dépenses de santé		Résultats	
	\$ PPA <sup>1</sup> par personne	% du PIB	Espérance de vie <sup>2</sup>	Mortalité des nouveaux-nés <sup>3</sup>
Etats-Unis	6727	15,2	77,5	8
Suisse	4666	11,4	81,5	5
Costa Rica	764	7,1	77,5	12
Cuba	333	7,6	77	7

<sup>1</sup>Parité Pouvoir d'achat; <sup>2</sup>Population totale à la naissance; <sup>3</sup>Décès sur 1000 naissances vivantes.

Sources:

OMS, Statistiques 2007, France Diplomatie (Ministère des affaires étrangères), Banque Mondiale, 2006.

MediCuba : <http://www.medicuba.ch>;  
<http://medicubafrance.free.fr/pages/santeacuba.html>

**Avec des dépenses de santé** par habitant plus de dix fois inférieures à celles de la Suisse, Cuba offre une espérance de vie comparable à celle des pays riches, la mortalité infantile à la naissance y étant même inférieure à celle des Etats-Unis.

Santé reproductive en milieu rural

# Au Nicaragua aussi, la planification change la vie des femmes!

**Le projet d'intensification de la planification familiale a pris fin le 30 juin 2007. C'est maintenant l'occasion de faire le point sur les résultats obtenus.** Par Alicia Pary

Lancé en 2004, ce projet s'est déroulé dans les municipalités de Matagalpa, La Dalia et Waslala et a consisté à distribuer du matériel contraceptif aux femmes désireuses de planifier leurs grossesses, tout en leur donnant l'information nécessaire pour prendre des décisions en connaissance de cause. Parallèlement, le personnel des Casas Maternas (CM) a été formé pour répondre aux questions. Un dialogue avec les institutions de santé était prévu, afin que les moyens contraceptifs soient plus facile d'accès. Un des objectifs à long terme visait à réduire la mortalité maternelle dans la région.

Les premières visées étaient les femmes enceintes séjournant dans les CM, mais les responsables cherchaient aussi à atteindre d'autres femmes, par exemple celles qui habitaient loin ou qui, malgré leur volonté de réguler le rythme de leurs grossesses, n'en avaient pas les moyens.

Voici ce que l'on peut déjà affirmer: tout d'abord, la demande en contraceptifs était présente et cela dès les premiers mois du projet. Le fait que les hôpitaux publics du département se soient mis en grève durant six mois a encore augmenté ce besoin.



**Durant trois ans**, le projet a permis à 3716 femmes de planifier leurs grossesses.

Un questionnaire a cependant révélé que certaines femmes hésitaient ou refusaient de planifier, à cause du refus de leur mari, de craintes liées à l'usage des contraceptifs, ou à des interdits religieux.

Quant aux discussions, ateliers et visites dans les communautés, ils se sont poursuivis à un rythme soutenu et régulier, mais la distance reste un problème: les centres de santé distribuent des moyens de contraception, mais sont souvent éloignés ou fermés, et les femmes dépensent inutilement de l'argent dans les transports. Le rapport final dira si les contraceptifs

## Les chiffres qui parlent

- **Le taux de fécondité** des femmes au Nicaragua est de 2,2 en zone urbaine et de 3,5 en zone rurale.
- **75 % de femmes** utilisent un contraceptif en zone urbaine, pour 69 % en zone rurale.
- **En trois ans, le projet** a permis à 3716 femmes de planifier leurs grossesses.

sont donnés plus facilement et quel a été le résultat des contacts avec les centres de santé et l'hôpital régional.

Enfin, la question d'évaluer l'impact du projet sur les indicateurs de mortalité maternelle est délicate pour deux raisons: d'une part, les facteurs responsables sont nombreux et il est clair que l'espacement des naissances ne peut pas à lui seul régler un phénomène si complexe. D'autre part, il serait techniquement difficile de "mesurer" quantitativement la part de chaque facteur par rapport à l'ensemble.

## Interview

### Doña Jerónima Ubeda ...

Coordinatrice de la Casa Materna de Matagalpa

#### Quels problèmes ou difficultés avez-vous rencontrés tout au long de ce projet?

Nous n'avons pas rencontré de problèmes particuliers, mis à part le fait que les promotrices des communautés devaient se rendre à la Casa Materna de Matagalpa pour y retirer les contraceptifs, alors qu'il n'existait pas de fonds pour leur payer le transport. Mais notre principal problème c'est la fin du projet!

#### Pensez-vous qu'il y a eu des améliorations par rapport aux autres causes de mortalité maternelle à Matagalpa?

La pauvreté va en augmentant. Dans les communautés, les femmes restent seules parce que les hommes émigrent au Costa Rica récolter le café. Le prix des transports a terriblement augmenté. Alors qu'avant nous dépensions 300 cordobas (environ 16 francs)

pour visiter les communautés, par exemple du côté de La Dalia, nous devons maintenant en déboursier 1000 (environ 54 francs). Le prix du bus a doublé.

Sinon, on peut dire que le machisme diminue un peu chez certains hommes comme ceux dont les femmes se trouvaient à la Casa Materna. Ils participent aux discussions et nous pouvons leur parler de planification familiale.

Erythrée

**Prévenir la fistule obstétrique ?**

Après une visite de terrain en août 2007, la CSSR avait contacté plusieurs partenaires dans le but de lancer un projet dans le domaine de la santé materno-infantile en Erythrée. Nous avons récemment reçu la demande d'une association proche du Gouvernement érythréen dont l'action cible la formation et l'*empowerment* des femmes. Ce programme développerait des activités de prévention de la fistule obstétrique et de lutte contre la discrimination dont les femmes fistuleuses sont victimes. Après avoir reçu deux délégations du Ministère de la santé érythréen, la CSSR sollicite actuellement des précisions auprès de l'association partenaire. En parallèle, cette nouvelle perspective d'engagement est en discussion au sein du comité.

Sages-femmes empiriques

**Visite de terrain au Guatemala**

Depuis 2005, la CSSR soutient l'association CODECOT dans ses activités de formation des sages-femmes traditionnelles. Alicia Pary, qui s'occupe du suivi de nos projets en Amérique latine, se rendra sur place au mois de septembre. Le but de cette visite est d'évaluer en profondeur le travail effectué par la CODECOT, et, dans la mesure du possible, l'impact de son action auprès des communautés. Le recueil de témoignages se fera par le biais de l'observation participante, de questionnaires, d'entretiens en tête-à-tête et d'enregistrements sur magnétophone. Un rapport de visite sera publié sur notre site web.

Secrétariat

**Une nouvelle stagiaire renforce l'équipe**

La CSSR accueille Sandra Reimann dans le cadre d'un stage d'été. Cette collaboration permettra de reprendre le suivi du projet de prévention de la grossesse précoce des adolescentes au Nicaragua et de produire les rapports d'activité à adresser au bailleur public. La stagiaire contribuera également à la conception d'un cahier sur le thème de la santé materno-infantile. Finalement, elle s'efforcera aussi de reprendre contact avec notre partenaire au Salvador – l'association ALGES – pour savoir quelle suite pourrait être donnée au projet de réhabilitation des handicapés de guerre.

Mobilisation

**Remise de la pétition 0,7% ensemble contre la pauvreté**

Remise de la pétition 0,7% en cortège et en musique à Berne, le 26 mai 2008.

De nombreux représentants d'œuvres d'entraide et d'autres organisations actives dans la coopération au développement se sont réunis à Berne le 26 mai pour remettre aux autorités la pétition forte de 201 679 signatures. Lancée il y a une année, cette pétition demande aux autorités de s'engager davantage en faveur des objectifs du millénaire de l'ONU et d'augmenter le budget de l'aide au développement à 0,7 % du PIB. Cette initiative a suscité un débat public animé sur les principes et les questions que soulève la coopération au développement. L'ampleur de la mobilisation témoigne de l'attachement de la population à une Suisse ouverte sur le monde, généreuse et solidaire. Cependant, dans sa séance du 10 juin, le Conseil National a refusé toutes les propositions visant à augmenter le crédit-cadre de l'aide au développement pour la période 2009-2012. Celui-ci restera pour l'heure limité à 0,4 % du PIB, en dépit de l'objectif de 0,7 % auquel la Suisse avait souscrit.

Coopération

**Deux textes de référence adoptés par 21 associations**

En décembre 2007, la commission information avait participé au symposium du CETIM en animant – avec MediCuba Suisse – un atelier de débat sur le thème de la propriété intellectuelle et de l'accès aux médicaments. L'événement s'était achevé par une volonté d'établir une position politique commune à l'égard de la coopération et de l'aide au développement. Aussi, une *Déclaration finale* et un *Appel pour une autre coopération internationale* ont été rédigés par les associations impliquées. La CSSR figure parmi les cosignataires de ces deux textes récemment rendus publics.

[http://cetim.ch/fr/documents/Appel-coop-internationale\\_003.pdf](http://cetim.ch/fr/documents/Appel-coop-internationale_003.pdf)

**A découvrir**

[www.css-romande.ch](http://www.css-romande.ch)  
fait peau neuve

Connectez-vous au nouveau site internet de la CSSR et découvrez une information plus claire et détaillée sur nos activités. Nous y présentons nos projets de terrain, mais portons aussi un regard sur les divers contextes locaux d'intervention. Une structure simple facilite la navigation. Vous y trouverez divers documents et publications proposés au téléchargement.

[www.css-romande.ch](http://www.css-romande.ch)

**A lire**

«Fidel Castro – Biographie à deux voix»  
par Ignacio Ramonet



photo: Claudé Desimoni

Écrit peu avant la maladie qui a contraint le *commandante* à abandonner le pouvoir, ce gros livre (700 pages) est le résultat de plusieurs semaines d'entretiens entre Ignacio Ramonet, ancien directeur du *Monde Diplomatique*, et l'un des derniers monstres sacrés de la politique internationale. Les réponses de Castro aux questions du journaliste – amicales, mais sans complaisance – sont précises et circonstanciées. Elles fournissent au lecteur des informations de première main sur l'histoire de la révolution cubaine telle que l'a vécue l'un de ses acteurs essentiels. Témoignage certes subjectif, passionné et engagé, mais captivant pour qui s'intéresse à l'avenir de Cuba et de l'Amérique latine.

Éditions Fayard / Galilée (2007)  
28 € / 58 fr.